

*L'Adresse—M. Fennell*

des ressources naturelles de notre pays. Nous pouvons donc retenir sa vision du pays une fois que le secteur privé aura été mis à contribution et que les rouages auront été dûment mis en place pour produire la richesse. Je trouve donc que les principes énoncés par le député sont louables en soi, mais ils mettraient le secteur privé à trop rude contribution.

Le discours du trône m'a beaucoup intéressé, surtout quand je pense à la personne qui l'a lu. Cette personne aurait certes approuvé les principes dont le discours du trône fait état. Nous ne devons pas oublier qu'elle a été un premier ministre provincial d'un gouvernement néo-démocrate. Personne donc n'était mieux placé pour lire le discours du trône.

Le discours du trône est un autre exemple de promesses libérales concernant toutes sortes de nouveaux programmes qui restent toujours en chantier. Il me semble encore entendre Bruce Phillips—et quelqu'un m'a remémoré cet événement la fin de semaine dernière—lire un paragraphe du discours du trône précédent dans lequel le gouvernement s'engageait à ne jamais augmenter l'essence de 18 cents. Les Canadiens ne l'oublieront pas. Ils savent fort bien que ce qu'on a dit la semaine dernière ne porte pas à conséquences. C'est un autre exemple de vaines promesses.

Je tiens à féliciter celui qui a rédigé le discours du trône car il nous a drôlement facilité la tâche pour les prochaines élections. Tout ce document est criblé de lacunes. Il ne repose sur absolument rien. C'est un grand projet abstrait sans plans concrets pour le réaliser. Il y a quatre ans et demi que je siége au Parlement et je sais par expérience que nous n'avons jamais accompli le dixième de ce qu'on propose dans le discours du trône. Cela étant, je voudrais surtout parler de l'absence de mesures incitatives pour nos industries. Nous avons pratiqué une politique socialiste interventionniste au Canada. Il n'existe aucune mesure précise pour encourager le secteur industriel dans le discours du trône. Et pourtant, ce secteur a besoin d'une politique cohérente et stable pour prospérer. Il ne peut s'accommoder d'un régime fiscal qui change tous les ans. Et c'est justement faute de cohérence dans les mesures que le gouvernement a prises que ce secteur bat de l'aile sur le plan de la productivité.

• (1220)

Toutes les mesures qui ressortent du discours du trône nuisent à l'essor du secteur privé et tiennent de l'interventionnisme politique. On a tort de croire que c'est le gouvernement qui est le mieux placé pour décider qui peut survivre au sein du secteur privé. Il faut nous débarrasser le plus tôt possible d'une pareille mentalité. Il existe un passage du discours du trône qui n'est pas dénué d'intérêt: on dit qu'il y aura un programme d'achats chez nous pour favoriser les petites entreprises qui emploient 66 p. 100 de notre main-d'œuvre. Deux semaines avant le discours du trône, un ministre, dans l'autre endroit, a déclaré que les Canadiens devaient commencer à acheter des produits russes. Voilà une grave divergence d'opinion entre le premier ministre (M. Trudeau) et ses ministres.

A l'exception des 269 millions d'argent frais, l'un de ces programmes n'est que du réchauffé. Comme l'a signalé le député de Provencher (M. Epp), ils semblent avoir recours à ce cliché de 200 millions de temps à autre et il y en a un autre dans le discours du trône.

Le programme pour la jeunesse d'une valeur de 1 milliard est certes louable, mais il ne s'agit que d'un palliatif. Il ne résout pas les problèmes des jeunes et ne crée pas d'emplois à long terme. Il leur permettra d'acquérir un peu d'expérience, mais au bout de six mois, faute d'un emploi, ils devront retourner à l'assurance-chômage.

Ce dont nos jeunes ont besoin, ce sont des programmes à long terme. Et il n'y a que les gens du secteur privé qui peuvent accomplir cela. Les bureaucrates peuvent créer des emplois selon la loi de Parkinson, mais ce ne sont pas des emplois productifs. Le gouvernement ne se rend pas compte qu'il existe déjà des mécanismes. Plus ces mécanismes opéreront rapidement et efficacement, plus notre pays pourra se permettre de payer les programmes sociaux déjà en place. Nous devons renouveler notre structure industrielle, stimuler la recherche et le développement de même que la productivité. Nous sommes sans doute le seul pays au monde dont la productivité a diminué de 4 p. 100 depuis les dernières élections.

Pendant que tous les autres pays progressaient, le Canada a perdu du terrain. C'est que nous nous intéressons trop à des questions ésotériques plutôt que de nous occuper de nos problèmes économiques. Tant que nos industries ne pourront fonctionner efficacement et créer de la richesse, nous ne pourrons créer de l'emploi. On n'a rien prévu de positif dans le discours du trône pour aider le secteur privé à créer de l'emploi, donc de la richesse qui pourrait amener la création d'autres emplois.

Le discours du trône parle des maisons de commerce dans le commerce international. Fort bien. Mais à moins de s'attaquer à la productivité, ces maisons n'auront rien à vendre. Il faut identifier les maisons de commerce. Certaines entreprises ont survécu à la dépression, et si je parle de dépression, c'est que ce fut plus qu'une récession. Non seulement il faut aider les maisons de commerce à se développer, il faut aussi favoriser la productivité.

Une partie du problème tient au fait que le gouvernement n'a accru que de 1.2 à 1.3 p. 100 du produit national brut les crédits consacrés à la recherche et au développement. Pendant ce temps, le Japon portait les siens de 1.83 à 2.23 p. 100 de son PNB. Je rappelle que le gouvernement du Japon contribue beaucoup moins à ce genre d'activité que le secteur privé japonais. La politique interventionniste du gouvernement du Canada n'a pas donné d'heureux résultats. L'entreprise privée a réussi à mettre au point de nouveaux produits et de nouvelles façons de les fabriquer. On l'a complètement oublié dans le discours du trône.

On aborde ensuite un sujet merveilleux et plutôt général, soit l'exclusivité mondiale de certains produits. Comme nous le savons, cela concerne essentiellement les multinationales. S'il y a suffisamment d'encouragements fiscaux, les multinationales vont profiter de ce qui leur est le plus avantageux. Nous les voyons à l'œuvre depuis bien des années.

On pourrait citer comme exemple, la très prospère multinationale canadienne Northern Telecom. Celle-ci ne réclame ni subventions ni assistance, elle ne veut que la stabilité. Ceci fait, elle peut obtenir l'exclusivité mondiale de certains produits. Quand elle s'est implantée aux États-Unis, il y a trois ou quatre ans, on a sévèrement critiqué ses gros investissements. Cependant, pour développer des produits mondiaux, elle devait quitter le Canada et chercher la stabilité. Ceux qui ont critiqué Northern Telecom à ce moment-là doivent ravalier leurs paroles aujourd'hui.